

EXTRAIT DE L'ALMANACH 2003

POUR UNE LISIBILITÉ CITOYENNE DES ENJEUX AGRICOLES

Jean-Claude SABIN

Edité par la Mission Agrobiosciences, avec le soutien du Sicoval, communauté d'agglomération du sud-est toulousain. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



Pour une lisibilité citoyenne des enjeux agricoles

De la nouvelle réforme de la Pac aux produits régionaux de qualité, Jean-Claude Sabin repère la voie d'une meilleure lisibilité des enjeux entre l'agriculture et le citoyen. Une agriculture qui, selon-lui, retrouve du sens à son métier et prend peu à peu conscience qu'elle a les atouts pour être partie prenante des questions que lui pose la société.

Jean-Claude SABIN. Président de l'Institut régional de la qualité agro-alimentaire de Midi-Pyrénées (Irqualim).
Ancien Vice-Président de la Commission permanente des Chambres d'agriculture.
Ancien Président de la Chambre d'agriculture de Midi-Pyrénées

ALMANACH : Si vous aviez à choisir quels événements de l'année 2002 marquent un tournant pour l'agriculture.

Lesquels choisiriez-vous ?

Jean-Claude Sabin : Deux faits majeurs : la volonté de la Commission européenne de vouloir à nouveau réformer la Politique agricole commune (Pac) et, je vais vous étonner, la création de la Semaine internationale de la sécurité et la qualité alimentaire en Midi-Pyrénées (Sisqa) (1).

Vous êtes en phase avec cette volonté de réforme de la Pac ?

On ne peut pas s'opposer, il me semble, à une nouvelle discussion sur la Pac, encore que c'est un domaine dans lequel il ne faut pas changer de règles tous les 15 jours. Les USA le font tous les six ans. Concernant l'Europe, en l'An 2000, on avait dit « C'est pour jusqu'à 2006 ». Or, des éléments font qu'on veut changer dès maintenant. Ceci est véritablement déboussollant pour les agriculteurs. Je ne critique pas le fait de rediscuter mais le fait qu'on ne donne pas une visibilité à moyen terme aux agriculteurs, surtout aux jeunes qui s'installent. Ce qui va se discuter aujourd'hui, c'est comment avoir une Pac un peu plus économe quitte à ce qu'on la rebatisse différemment. On ne peut pas s'opposer à cela, pourvu qu'il y ait certaines limites à ce constant changement. Un premier élément me choque, et choque beaucoup d'agriculteurs. On nous a amené, dans nos coûts de production, vers un « prix mondial » et puis on a demandé aux contribuables de compenser. Et puis on a dit aux contribuables « mais c'est trop cher ». Alors même que l'on sait que le « prix mondial » ne veut rien dire et qu'il s'agit d'abord d'un alignement sur des coûts de produc-

tion avec des bas salaires et des structures énormes... Il y a là un problème de fond.

Comment le rediscuter ?

En réfléchissant à ceci : quelle est, dans les revenus des agriculteurs, la part qui doit venir de la vente des produits et quelle est la part qui vient de la redistribution ? Je pense que le balancier a été trop loin. Une chose ne passe pas, c'est quand on aide à exporter. Il faut s'apprêter petit à petit, c'est certain, à atterrir en douceur sur ce sujet. Par contre, continuer à produire à très bas prix n'est plus possible, on a dépassé les limites. Il faut revenir, quitte à augmenter certains niveaux de protection, à des niveaux de prix plus normaux, en phase avec les coûts de production.

Ces enjeux restent peu lisibles par les citoyens... ?

Pour avoir une meilleure lisibilité, il faut mettre carte sur table. Avant la réforme de la Pac, le kilo de blé était à 1,20 franc. Aujourd'hui, l'acompte que l'on va payer c'est 0,55 franc et on compense. Est ce que le citoyen nous a véritablement signifié que la part du blé dans le pain ce n'était rien ? Non, et si on lui dit on monte de 0,55 à 0,70 franc, mais on baisse relativement les aides directes, je pense qu'il comprendra ce message. Il faut retrouver une Pac qui donne un minimum par le marché.

Ce n'est pas facile à expliquer au citoyen, à la fois consommateur et contribuable.

C'est vrai, mais permettez-moi cette image : si on appliquait le système actuel pour les voitures, on achèterait la voiture la moins chère, telle la Coréenne, et on compenserait Peugeot ou Renault par une aide directe... Il faut avouer que

cela poserait un problème. Il faut donc bien revenir à nos coûts de production et à une rémunération par le marché. Sentez vous que la société est prête à soutenir son agriculture ?

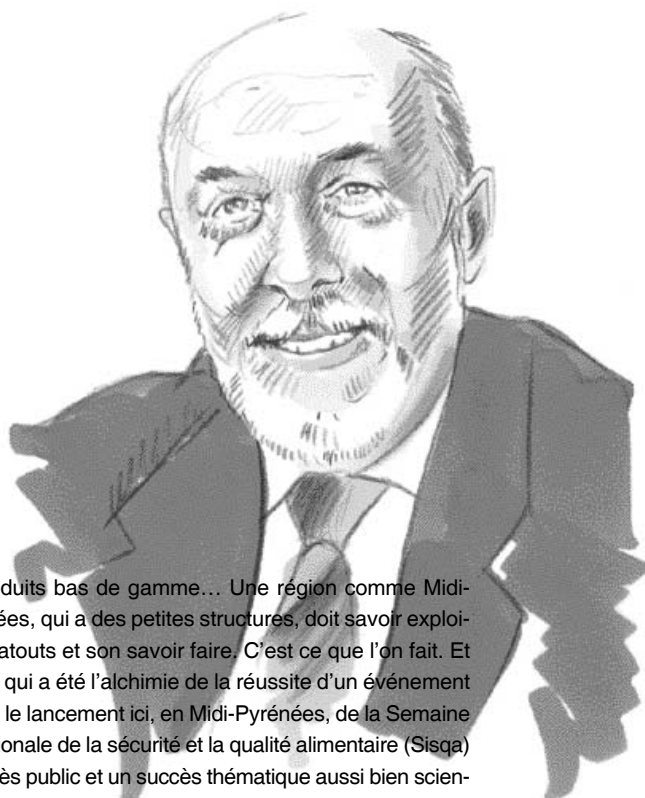
Les Agriculteurs comprennent ce discours, la société le comprendra, car il est sain et simple. Mais les politiques européens ont beaucoup de mal. Ils ont pris des décisions en 1992, ils sont allés trop loin mais ils n'aiment pas se déjuger et revenir en arrière.

L'agriculture a été fortement critiquée par la société sur plusieurs sujets... Sentez-vous aujourd'hui l'occasion d'une retrouvaille avec les citoyens ?

Les agriculteurs ont perçu le message mais ils ont du mal à l'exprimer. Ils savent que, durant les 30 glorieuses, ils ne se préoccupaient pas beaucoup d'environnement... Je ne suis pas contre la productivité c'est le sens de tous les métiers. Mais on allait la chercher avec trop d'intrans. Ce message passe chez les agriculteurs. Reste qu'on est moins bon pour le faire repasser dans la société, j'en conviens. Concernant la vache folle, les agriculteurs ne sont pas responsables du laxisme anglais. Là où ils le sont, et avec eux les techniciens et les chercheurs, c'est qu'ils n'ont pas réfléchi qu'avec des protéines de viande, même traitées, nettoyées, ils transformaient des herbivores en carnivores. C'était une erreur collective. C'est, pour nous, l'occasion de réfléchir sur le sens de notre métier. Sans être forcément des philosophes, il nous faut le repenser collectivement en terme d'humanité et de rapport à la nature. Après tout, je n'aimerai pas non plus que mon chien soit transformé en herbivore. Désormais il faut s'interroger, avec la société, sur chaque technique nouvelle. C'est vrai sur les Ogm. Je pense que c'est une formidable invention qui va nous permettre, et permettre au monde, de s'alimenter quantitativement et qualitativement. Je suis même convaincu qu'il arrivera un jour où les gens qui font du « bio » ne voudront que des Ogm car ils obtiendront ainsi des plantes plus résistantes à certaines maladies et pourront donc travailler dans de meilleures conditions. Ceci dit, une telle révolution, si importante, qui de plus franchit la barrière des espèces, ne devait pas arriver comme un fait accompli sur le marché sans un débat préalable.

Ces crises ont-elles un côté particulièrement salutaire ?

Elles ont servi à une chose : les agriculteurs ont pris conscience que le standard moyen de qualité est plutôt en train de monter. Vous avez un marché de 80 % de produits standards et 20 % de produits de qualité. Ce n'est pas une question de qualité des citoyens. Il y a des gens pauvres qui mangent de temps en temps des produits de qualité et des gens riches qui mangeront « bêtement »



des produits bas de gamme... Une région comme Midi-Pyrénées, qui a des petites structures, doit savoir exploiter ses atouts et son savoir faire. C'est ce que l'on fait. Et c'est ce qui a été l'alchimie de la réussite d'un événement majeur : le lancement ici, en Midi-Pyrénées, de la Semaine internationale de la sécurité et la qualité alimentaire (Sisqa) un succès public et un succès thématique aussi bien scientifique, professionnel que citoyen.

Quelle est la singularité de la Sisqa ?

Mêler les produits et les échanges avec les citoyens et les acteurs de niveau international, national et régional. Avec les réflexions qu'elle propose, c'est un événement précurseur. Ce n'est pas juste un marché gourmand, et c'est tant mieux. Nous avons là un temps d'avance. La réussite de ce salon, c'est qu'il peut s'appuyer sur des professionnels agricoles qui mènent une politique citoyenne de qualité depuis des années et souhaitent que tout cela soit porté, c'est l'essentiel, par les habitants de cette région. Avec ce salon, cette pratique régionale démontre qu'elle est exemplaire des questions que se pose la société tout entière. J'ajoute cet autre facteur clé de la réussite : une volonté politique des élus de cette région pour comprendre cela puis engager et porter cette dynamique. Ce pari, réussi, montre qu'on est en train de basculer positivement sur toutes ces questions. Une autre édition aura lieu en 2003. Comme Rennes pour l'élevage ou Bordeaux pour le vin, Midi-Pyrénées s'affirme, à travers les produits de qualité, comme le miroir des enjeux culturels, technologiques et scientifiques qui sont au coeur du débat actuel sur l'alimentation et l'agriculture. ■

(1) La Sisqa est une initiative du Conseil régional Midi-Pyrénées. Elle s'est déroulée du 20 au 24 novembre 2002 à Toulouse et se compose de quatre manifestations : Un « Carrefour des technologies de la sécurité et de la traçabilité des aliments ». Des « Rencontres internationales Agriculture, Alimentation et Société ».

Un « Séminaire professionnel sur la qualité ».

Un « Salon de la Qualité des aliments en Midi-Pyrénées avec Ferme pédagogique, Parcours du Goût, Halles ».